

Éditorial

LE CRI DU CŒUR DU DOYEN N'TAMON ASSI

Le 27 novembre 2019, le stand du Mali au Salon International de l'Agriculture et des Ressources Animales d'Abidjan (SARA) 2019, le Délégué Général des Exploitants Agricoles de l'Office du Niger, Abdoulaye Daou, a reçu un visiteur « très » particulier. Il s'agit du doyen N'Tamom Assi, un Malien du Soudan Français d'alors qui était un des Conseillers du grand panafricaniste, feu Felix Houphouët Boigny, en matière de développement rural. Vétérinaire de son état, N'Tamom Assi connaît très bien l'Office du Niger pour avoir longtemps séjourné dans cette zone jusqu'en 1967, année à laquelle il a quitté le Mali pour revenir s'installer à Abidjan au bord de la Lagune Ebrié.

Ainsi, c'est un vieillard qui marche difficilement malgré l'aide d'une canne qui s'est présenté au stand du Mali à la recherche d'un cadre de l'Office du Niger avec lequel il voulait échanger. Ainsi le Délégué général des exploitants agricoles, Abdoulaye Daou, lui a exposé le tableau évolutif de l'entreprise. A l'énoncé de chiffres comme ces moins de 140.000 ha aménagés sur près de 2.000.000 ha disponibles et cette moyenne de 100 fca de coût de production, notre doyen N'Tamom Assi est aussitôt entré dans une colère noire.

« Ce tableau n'est point reluisant au regard du potentiel agricole de l'Office du Niger », relève-t-il. Avant de poursuivre : « Il faut que les dirigeants maliens mettent les moyens financiers colossaux qu'il faut afin de soutenir l'agriculture pour que le Mali puisse devenir une réelle puissance agricole. En plus, il faut des hommes valables capables de traduire en actes concrets les schémas tracés par vos valeureux chercheurs. L'Office du Niger est un précieux atout que bon nombre de pays d'Afrique n'ont pas. Il peut à lui seul combattre à 70% la pauvreté au Mali. Pour cela, il faudra que les autorités maliennes arrivent à mieux exploiter le fleuve Niger afin de faciliter l'aménagement des milliers d'hectares sur lesquels beaucoup de spéculations peuvent réussir y compris du blé. Aussi, les dirigeants maliens doivent adopter une véritable politique d'industrialisation du secteur de l'agriculture afin que le potentiel puisse mieux servir ».

Les propos du doyen sont plutôt pertinents quand on sait qu'au Mali, le secteur agricole, qui tire la croissance économique du pays, emploie près de 80% de la population et assure 44% du Produit intérieur brut (PIB). Ce moteur du développement souffre cruellement d'un manque d'unités de transformation. La preuve : plus 90% des produits agricoles et d'élevage du Mali sont vendus à l'état brut, sans passer par aucun processus de transformation de base. Cette lacune freine considérablement le développement harmonieux du secteur et par ricochet celui du pays tout entier.

Notre doyen N'Tamom Assi est ainsi parvenu à la conclusion qui s'accordait à son propos : « l'Office du Niger, le plus grand bassin agricole du Mali, voire de l'Afrique de l'Ouest, doit être en dehors du jeu des politiciens avec son corolaire de bataille de chiffonniers autour des places. Ce qui fait qu'aujourd'hui, le bilan n'est pas fameux ».

Alassane DIARRA

5ème édition du SARA 2019 à Abidjan : L'OFFICE DU NIGER FAIT RECETTE SUR LES BORDS DE LA LAGUNE ÉBRIÉ



Office du Niger : LE DERNIER COMITÉ DE GESTION DE L'ANNÉE

La salle de conférence de la Direction Générale de l'Office du Niger sert de cadre, ce jeudi 5 décembre 2019, à la traditionnelle réunion de comité de gestion, la dernière du genre pour cette année qui s'achève dans quelques jours



Présidée par le Directeur général adjoint Djimé Sidibé, la rencontre regroupe les directeurs spécialisés, les directeurs des zones, les chargés de mission. S'y ajoutent l'auditeur interne, les chefs services du siège, les coordinateurs et les chefs des projets ainsi que deux représentants du Syndicat des travailleurs de l'Office du Niger.

A l'ordre du jour de ce comité de gestion, l'examen et l'adoption du procès-verbal du comité précédent, l'examen du point d'exécution des recomman-

dations du comité précédent, celui des activités de mise en œuvre de la contre-saison 2019-2020 et celui des dégrèvements, pour la même période, en superficie et en montant. Les gestionnaires se penchent également sur la situation des exploitants sinistrés lors des inondations des mois passés. Ils font également le point du recouvrement de la redevance eau au 30 novembre 2019, ainsi que celui des factures des biens immobiliers mis en location.

Source : SCOM/ON

5ème édition du SARA 2019 à Abidjan : L'OFFICE DU NIGER FAIT RECETTE SUR LES BORDS DE LA LAGUNE ÉBRIÉ

Cadre exceptionnel de rencontre pour réfléchir sur les défis auxquels l'agriculture africaine reste confrontée, le Salon International de l'Agriculture et des Ressources Animales d'Abidjan (SARA) 2019 a ouvert ses portes le vendredi 22 novembre dernier. C'est un événement majeur du monde agricole auquel l'Office du Niger, le géant de la riziculture en Afrique de l'Ouest, prend part afin de « vendre » davantage son potentiel agricole

« Agriculture intelligente et innovations technologiques ». Tel est le thème de ce 5ème Salon International de l'Agriculture et des Ressources Animales d'Abidjan (SARA) édition 2019. Il regroupe le monde agricole des cinq continents. Le Mali participe à cet événement majeur par l'entremise de l'Office du Niger représenté par Djimé Sidibé, son Directeur général adjoint, Aminata Touré dit Anna, le chef de division Genre et Développement, Abdoulaye Daou, le délégué général des Exploitants Agricoles et Alassane Diarra, le chef du Service Communication.

L'ouverture du Salon, le vendredi 22 novembre, placée sous la présidence du vice-président ivoirien, Daniel Kablan Duncan, a enregistré la présence de 19 ministres africains et européens parmi lesquels le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture du Mali chargé de l'Aménagement et de l'Équipement, Adama Sangaré.

Dans son allocution, le vice-président ivoirien a jugé que le thème de cette année - « Agriculture intelligente et technologique » - vient à point nommé et nous interpelle tous. En effet, il nous faut repenser notre agriculture. Il nous faut la réinventer. Cela est aujourd'hui possible grâce

aux opportunités offertes par les innovations technologiques, au dynamisme de nos braves femmes et hommes du monde paysan engagés dans ce secteur. Cela est également possible grâce à notre capacité à réduire nos impacts négatifs sur l'environnement, au développement d'une finance agricole adaptée et couplée à des mécanismes de protection sociale».

Au stand du Mali, l'Office du Niger présente au public son potentiel agricole, ses opportunités d'investissements adossées à des garanties juridiques, techniques, économiques et financières.

LES GARANTIES JURIDIQUES s'appuient sur le Contrat Annuel d'Exploitation (CAE), le Permis d'Exploitation Agricole (PAE), le Bail Ordinaire, le Bail Emphytéotique.

S'agissant de la garantie technique, on peut citer la grande expérience de l'Office du Niger en cultures irriguées, la disponibilité d'eau en saison (effet seuil de Markala) et la qualité du sol alluvionnaire assez profond.

En ce qui concerne la garantie économique, elle se fonde sur l'existence d'un marché sûr pour l'écoulement de toutes les productions agricoles provenant des projets



Djimé Sidibé a fait la promotion de l'Office du Niger comme espace idéal pour le développement intégré

d'exploitation de la zone avec de nombreuses voies de desserte.

Enfin, quant à la garantie financière, le Contrat-plan 2019-2023 prévoit la prise en charge d'un décret d'allègement fiscal et d'un code des investissements très attractif.

LES DOMAINES D'INVESTISSEMENT

L'Office du Niger est un espace idéal pour le développement intégré. Les domaines d'investissement sont : les productions végétales, agro-industrielles ou encore animales.

Les productions végétales et agro-industrielles englobent le développement des céréales comme le riz, le maïs et le blé..., le développement des cultures maraichères telles la tomate, l'échalote..., le développement de cultures alternatives comme la pomme de terre, le soja ou le tournesol...

En ce qui concerne les productions animales, elles peuvent avoir trait à l'élevage intensif des bovins et des caprins, à l'aviculture et à la pisciculture en étang ou en cage flottante.

Pour ces productions, des services adéquats sont disponibles dans les zones de l'Office du Niger pour faire face aux besoins. On peut citer

volontiers en plus des équipements, la production et la commercialisation de semences certifiées, l'aménagement de périmètres agricoles, l'emballage des produits agro-alimentaires et le développement de l'aviation agricole.

Les coûts d'études se fixent entre 100.000 et 120.000 FCFA par hectare, les frais d'aménagement s'échelonnent entre 3 500.000 et 4.500.000 FCFA par hectare.

Les rendements moyens des principales spéculations s'établissent comme suit : riz paddy : 6,5 à 10 t/ha ; oignon et échalote fraîche : 25 à 35 t/ha ; tomate : 30 à 45 t/ha ; pomme de terre : 35 à 40 t/ha ; canne à sucre : 70 à 120 t/ha.

Les coûts de revient sont : riz paddy : 10 Fcfa/kg ; oignon et échalote fraîche : 24 Fcfa/kg ; tomate : 30 Fcfa/kg ; pomme de terre : 65 Fcfa/kg ; canne à sucre : 200 Fcfa/kg.

Ces atouts de l'Office du Niger ont été expliqués en long et en large aux nombreux visiteurs par le Directeur général adjoint de la structure, Djimé Sidibé, et le staff technique qui l'accompagne dont Aminata Touré dit Anna, chef de division Genre et Développement, et Abdoulaye Daou, le délégué général des Exploitants Agricoles.

SARA 2019 à Abidjan : « HA LE MALIBA, JE SUIS DE CŒUR AVEC VOUS »



La solidarité exprimée par M. Koné a été vivement appréciée par les responsables du stand Mali

C'est ainsi que le président du Conseil Constitutionnel de Côte d'Ivoire, Mamadou Koné, s'est exprimé devant le stand du Mali, ce mercredi 27 novembre au SARA. Même si l'hôte du jour n'a pas développé sa pensée, l'on comprend aisément qu'il fait allusion à la crise sécuritaire qui secoue notre pays avec son corollaire de morts et de destructions.

La solidarité de M. Koné a été vivement appréciée par les responsables du stand Mali animé particulièrement par le délégué

général des Exploitants Agricoles, Abdoulaye Daou, et Mme Coulibaly Aminata Yacouba Touré dit Anna de la Division Genre et Développement de l'Office du Niger.

Notons que le président du Conseil Constitutionnel, M. Mamadou Koné, est à la fois un proche du président Alassane Dramane Ouattara et de Guillaume Soro qui n'est plus à présenter. Mamadou Koné fut aussi ministre de la justice de Laurent Gbagbo.

Source : SCOM-ON

SARA 2019 : BALLETT ININTERROMPU DE PERSONNALITÉS AU STAND DU MALI

Le Mali est à l'honneur à cette 5ème édition du Salon International de l'Agriculture et des Ressources Animales d'Abidjan (SARA) 2019. Son stand opportunément installé face à la Radio Télévision Ivoirienne (RTI) et la France, pays invité d'honneur, ne désespère pas. En plus de centaines de visiteurs, les plus hautes autorités de la Côte d'Ivoire y passent chaque jour afin de s'imprégner des conditions d'investissement à l'Office du Niger. Le stand du Mali a ainsi accueilli sans discontinuer des ministres, des présidents d'institutions, des hommes politiques et des journalistes.

Ici quelques images du ministre de l'Agriculture et des Ressources Halieutiques de Côte d'Ivoire, Adjoumani Kobenan, d'un journaliste grand reporter pakistanais et de la ministre de l'Agriculture de l'Afrique du Sud.

SARA 2019 à Abidjan : AIRBUS DÉPÊCHERA UNE MISSION DE PROSPECTION À L'OFFICE DU NIGER

Airbus est un système innovant qui utilise l'imagerie pour développer une agriculture de précision. Fort d'une expérience pointue acquise au cours d'une quinzaine d'années de pratique, Airbus propose des solutions ambitieuses et respectueuses de l'environnement face aux défis agricoles actuels. Figurant parmi les invités de marques du Salon International de l'Agriculture et des Ressources Animales d'Abidjan (SARA) édition 2019, Airbus a demandé et obtenu une audience avec le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture chargé de l'Aménagement et de l'Équipement Rural, M. Adama Sangaré, au stand du Mali. Les entretiens ont porté sur les conditions d'exploitation des services d'Airbus et leur utilisation possible au Mali, singulièrement à l'Office du Niger. Au regard du potentiel agricole de ce bassin agricole géant d'Afrique de l'Ouest, Airbus entend mettre son leadership technologique au service de l'Office du Niger

L'audience accordée par le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture chargé de l'Aménagement et de l'Équipement Rural, au stand du Mali à M. Luc Larmigny, responsable du développement d'affaires pour l'Afrique francophone à Southern Mapping Company, collaborateur d'Airbus, a enregistré la présence du Directeur général adjoint de l'Office du Niger, M. Djimé Sidibé et du Délégué général des Exploitants Agricoles de la zone ON, M. Abdoulaye Daou. Avec le secrétaire d'Etat, l'émissaire d'Airbus a abordé les conditions d'exploitation des services d'Airbus et leur utilisation possible au Mali, singulièrement à l'Office du Niger.

A propos des conditions d'utilisation, il faut noter qu'Airbus utilise la télédétection. Celle-ci est devenue un élément majeur de prise de décision dans l'agriculture et l'indice de végétation par différence normalisée (NDVI) est la norme en matière des produits agricoles. Le NDVI, selon le responsable d'Airbus Luc Larmigny, « utilise les informations spectrales au-delà de ce que l'œil peut voir, capturées par des satellites pour déterminer la qualité de chlorophylle présente dans la végétation à un moment précis. L'obtention des informations sur la santé de la récolte, à distance, par satellite à intervalle régulier de 16 jours (si le temps le permet) est un bon moyen d'obtenir cette information sur les performances des cultures ».

Le NDVI, toujours selon l'expert d'Airbus Luc Larmigny, « est utilisé depuis des décennies pour informer les producteurs sur l'estimation du rende-



Airbus utilise la télédétection qui est devenue un élément majeur de prise de décision dans l'agriculture

ment (avec la fourniture de données historiques de rendement) et le stress des cultures ». Il ajoute qu'« Airbus utilise des techniques de traitement de pointe qui produisent des résultats scientifiquement précis et reproductibles ». Ceux-ci incluent, souligne-t-il, trois choses. Premièrement, la correction atmosphérique, donnant des valeurs de réflectance vraies du terrain. Deuxièmement, la réponse rapide à partir du moment où le satellite acquiert l'image jusqu'à la livraison du produit, grâce aux méthodes de traitement interne. Et troisièmement, la fourniture d'un soutien réel de personne à personne puisqu'Airbus aura une équipe basée sur le terrain pour la télédétection agricole.

Notons également qu'Airbus travaille durant trois temps : la présaison, la saison de croissance et la fin de saison.

Durant la présaison, Airbus travaille sur les cartes de classification de sols non supervisées. Ces cartes, selon l'expert, « montrent la différence de la surface des sites potentiels pour développer l'agriculture. Si elle est associée à un échantillonnage physique, la gestion de la planification stratégique des récoltes, guidée par ces cartes, peut-être mise en œuvre ».

En ce qui concerne la saison de croissance, notre interlocuteur souligne que : « l'Indice de végétation par différence normalisée (NDVI) comprend les éléments suivants : premièrement, une image du champ capturée tous les 16 jours, deuxièmement, un NDVI du même champ comme une image et une interprétation de la vigueur de la culture et

troisièmement, la surveillance de la santé des cultures dans un champ peut-être déterminée pour que des décisions éclairées puissent être prises sur la santé des cultures ».

Quant à la fin de saison, le rapport de la vigueur des produits est fourni à la fin de chaque saison de culture pour résumer la performance desdites cultures tout au long de la saison de croissance. Cela aide l'agriculteur à voir ce qui peut être amélioré ou mis en œuvre pour la prochaine saison de culture.

S'agissant des cas d'utilisation d'Airbus, l'hôte du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture chargé de l'Aménagement et de l'Équipement Rural a mis un accent particulier sur la surveillance en cours de session afin de concevoir des ensembles d'agriculture de précision haut de gamme : détecter les anomalies, optimiser le dépistage sur le terrain, l'irrigation, les semis, la fertilisation, la protection des cultures et le profil. Aussi, il a indiqué qu'« une série d'analyses à long terme leur permet d'analyser chaque saison et de comparer les résultats afin d'améliorer les pratiques et d'accroître la durabilité ».

Pour tout dire, il s'agit de pratiques qui intéressent l'Office du Niger sur le double plan agricole et sécuritaire. Car, l'obtention des informations à distance par satellite est un bon moyen de suivre tous les mouvements qu'ils soient scientifiques et physiques.

En conclusion, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture chargé de l'Aménagement et de l'Équipement, Adama Sangaré a déclaré que le Mali est intéressé par cette innovation technologique. Ainsi, dans les mois à venir, Airbus effectuera une mission de prospection à l'Office du Niger.

Alassane DIARRA

L'OFFICE DU NIGER SUR LE PLATEAU DE SARA TV



SARA TV permet aux participants de parler de leur potentiel et de leur savoir-faire

Espace le plus convoité par les participants, le plateau de SARA TV est un haut lieu de débat initié par la Radio Télévision Ivoirienne (RTI). Il offre un cadre idéal aux participants pour parler de leur potentiel et de leur savoir-faire. L'Office du Niger a eu le privilège d'être invité sur ce plateau, le jeudi 28 novembre dans la soirée. Le Délégué général des exploitants agricoles, Abdoulaye Daou, et Mme Coulibaly Aminata Yacouba Touré dit Anna, chargée du genre, ont développé les opportunités d'investissement qu'offre cette entreprise, le géant

de la riziculture en Afrique de l'Ouest.

Les débats ont fait ressortir que l'Office du Niger est un espace idéal pour le développement intégré qui fait de la place à l'agriculture comme à l'élevage et à la pêche, grâce à la maîtrise totale de l'eau sur une bonne partie des terres aménageables. De surcroît, les conditions d'accès et de garanties des terres sont attractives.

En conclusion, les responsables de l'Office du Niger ont invité les investisseurs chez eux où le développement est axé sur la vision d'Agropole.

Source : SCOM-ON

Marchés alimentaires : IL FAUT ÉLABORER DES NORMES ET MÉCANISMES DE CONTRÔLE

L'Office du Niger fait du renforcement de capacité de son personnel un atout essentiel pour atteindre ses objectifs. C'est dans ce contexte qu'Auguste Drabo, directeur de la zone de production de M'Béwani, Youssouf Coulibaly, chef service de la Promotion du Monde Rural à la Direction Appui au Monde Rural, et Lassine Keïta, paysan dans la zone de Niono ont participé à un séminaire international sur « l'élaboration de normes et de mécanismes de contrôle pour les marchés alimentaires ». C'était du 22 au 31 octobre 2019, au Centre international de formation et de conférence de la GIZ à Feldafing dans le sud de l'Allemagne, près de Munich. Ce séminaire s'inscrivait dans le cadre de l'initiative spéciale UN SEUL MONDE sans faim.

Coorganisée par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), et les centres d'innovations vertes pour le secteur agroalimentaire, la session portait sur l'élaboration de normes et de mécanismes de contrôle pour les marchés alimentaires. Elle a regroupé des experts venus du Burkina Faso, du Bénin, d'Éthiopie, du Togo, du Mozambique, du Mali et du pays organisateur, l'Allemagne. Le séminaire a permis aux participants d'examiner les normes de qualité en vigueur dans leur espace économique national ou régional et la manière dont elles doivent être mises en conformité avec les normes internationalement reconnues, par exemple le système Global G.A.P. Le label de certification biologique de l'UE, les normes reconnues du secteur privé (par exemple la norme ISO 22000 :2005 pour les systèmes de management attestant la sécurité alimentaire à tous niveaux) ou les standards internationaux (par exemple la certification IFS - International Food Standard pour toutes les étapes de production en aval) ont été également examinés par les participants.

A noter que le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), les centres d'innovations vertes pour le secteur agroalimentaire travaillent dans 15 pays partenaires dont le Mali pour promouvoir les innovations qui augmentent les revenus des agriculteurs, qui stimulent l'emploi et améliorent l'approvisionnement alimentaire local.

Source : SCOM ON

EID : l'Office du Niger interpellé sur la répartition de terres aménagées : LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE RABAT LE CAQUET AU COLLECTIF DES CHEFS DE FAMILLE DE BOUYAGUI-WÈRÈ



Le ministre Moulaye Ahmed Boubacar a démontré les efforts énormes consentis par l'Office du Niger pour prendre en charge les préoccupations du village de Bouyagui-Wèrè

Pour la 24^{ème} session de l'Espace d'Interpellation Démocratique (EID) qui a eu lieu, le 10 décembre 2019, au Centre International de Conférence de Bamako (CICB), le ministère de l'Agriculture a reçu une interpellation concernant l'Office du Niger. Il s'agit de celle du Collectif des chefs de famille de Bouyagui-Wèrè dans la zone de production de Molodo. Le collectif dit en substance : « qu'un grand aménagement a été réalisé sur ses terres agricoles d'une surface de plus de 2000 hectares dans le village de Bouyagui-Wèrè à l'Office du Niger, zone de Molodo ; qu'au cours des travaux, le village a été surpeuplé par les agents chargés de l'exécution des travaux avec qui la population du village a tout partagé jusqu'à l'achèvement

des travaux. Mais qu'au moment de la distribution de ladite terre, aucune famille de Bouyagui-Wèrè n'a été installée sur 1 mètre ».

En répondant à l'interpellation du Collectif des chefs de famille, le ministre Moulaye Ahmed Boubacar a été on ne plus clair. Avec des preuves tangibles à l'appui, il a rabattu le caquet au Collectif des chefs de famille de Bouyagui-Wèrè. Faisant sien l'assertion selon laquelle «Celui qui n'a pas mené l'enquête, n'a pas droit à la parole », le ministre de l'Agriculture a réuni tous les éléments de preuve contre l'interpellateur. Il a notamment cité le maire de la commune rurale de Mariko (commune de tutelle de Bouyagui-Wèrè) qui note que « malgré que le village, au départ, n'était pas prévu dans la première phase des 2 500 ha aménagés, il y a eu pourtant 257 familles qui ont été installées sur une superficie de 258,43 ha répartis comme suit : 30 familles sur une superficie de 29,80 ha de Bouyagui-Wèrè, 227 familles sur une superficie de 228,63 ha de Hemediwèrè, un hameau de Bouyagui-Wèrè ».

Les autres qui rempliront les critères seront pris en compte dans la deuxième phase de 400 ha à aménager. Pour cela, 127 familles ont déjà été recensées.

Le ministre Moulaye Ahmed Boubacar va même plus loin en soutenant qu'à la suite de la réhabilitation des aménagements, 56 familles du village de Bouyagui-Wèrè ont été installées sur une superficie de 86,96 ha. (cf. Décision N°274/PDG-ON/2017 du 11 octobre 2017) et que 39 autres familles sont attributaires de 61,63 ha. (cf. Décision N°207/PDG-ON/2019 du 03 oct. 2019).

Au total, 352 familles de Bouyagui-Wèrè ont donc été installées sur une superficie totale de 401,02 ha alors que la population effectivement recensée dans le village n'est que 227, selon le maire.

Le ministre de l'Agriculture a souligné qu'en plus de ces superficies, « le village de Bouyagui-Wèrè a encore bénéficié de 80 ha suivant les lettres d'attribution : n°0099/PDG-ON2018 du 29 janvier 2019, attribuant 50 ha et n°1234/PDG-ON du 10 juillet 2017, attribuant 30 ha ».

Pour conclure, il a relevé que « les déclarations du représentant du Collectif des chefs de famille de Bouyagui-Wèrè sont en contradiction avec les efforts énormes consentis par l'Office du Niger pour prendre en charge les préoccupations du village de Bouyagui-Wèrè ».

Source : SCOM/ON

Foire exposition agricole de Doha : LE MINISTRE MOULAYE AHMED BOUBACAR PARMIL'INVITÉS D'HONNEUR



Les deux personnalités ont discuté d'investissement à l'Office du Niger, principalement pour le canal du Macina

Le ministre de l'Agriculture, Moulaye Ahmed Boubacar, a reçu en audience, le 26 Novembre 2019, l'ambassadeur du Qatar au Mali. Ahmed bin Abdulrahman Al Sunaidi était porteur d'un message du gouvernement qatari invitant le ministre à prendre part en mars 2020, à la Foire exposition agricole de Doha. L'instant a été mis à profit par les deux personnalités pour faire le point de la coopération entre nos deux pays dans le domaine agricole. Ainsi il a été beaucoup question d'investissement en termes d'aménagement à l'Office du Niger, principalement en ce qui concerne le canal de Macina. Pour Moulaye Ahmed Boubacar, cette invitation est une opportunité pour qui sait la forte ambition du Mali de faire de notre agriculture le moteur de notre développement.

Source : MA/SCOM-ON

Conseil d'administration du PAM à Rome : LE PLAIDOYER DU MINISTRE MOULAYE AHMED BOUBACAR POUR L'AGRICULTURE MALIENNE

Le ministre de l'agriculture M. Moulaye Ahmed Boubacar est à Rome en Italie pour participer à la session annuelle du conseil d'administration du Programme Alimentaire Mondial (PAM).

En compagnie de l'ambassadeur du Mali en Italie, Aly Coulibaly, il participe aussi à la réunion des États membres de l'Afrique de l'Ouest sur l'évolution de la situation et les priorités régionales. En marge de ces sessions, le ministre participera à la cérémonie d'ouverture officielle de l'exposition sur la « résilience intégrée » au Sahel.

Au cours de cette rencontre de haut niveau, le ministre, Moulaye Ahmed Boubacar, accompagné de son chef de cabinet, Amar Haidara, a fait un vibrant plaidoyer auprès des partenaires techniques et financiers en faveur de l'agriculture malienne. Il les a invités à accompagner davantage le secteur agricole du Mali qui regorge d'énormes potentialités au nombre desquels la grande disponibilité des espaces aménageables et de l'eau en plus du soleil.

Source : SCOM-ON

Cop 25 à Madrid : UN DOUBLE ENJEU POUR LE MALI

La Conférence de Madrid de 2019 sur les changements climatiques est une conférence internationale organisée par les Nations unies qui s'est déroulée du 2 au 13 décembre 2019 à Madrid, en Espagne. C'est la 25^{ème} Conférence des parties (d'où son acronyme : COP 25), qui réunit les pays signataires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

La COP 25 s'est tenue à un moment particulièrement critique sur le plan environnemental pour notre pays. C'est dans ce contexte que le Mali participait à l'instar de 200 pays du monde au rendez-vous madrilène. En effet, sans être un grand pollueur, notre nation est malheureusement l'une des grandes victimes des pollutions. Au-delà des catastrophes naturelles de plus en plus récurrentes à chaque hivernage et un contraste caniculaire préjudiciable à notre santé, une grande partie de notre pays est en proie à la rareté des ressources (eau, pâturages et terres cultivables) par la faute des changements climatiques et connaît également une crise sécuritaire très profonde. Pour le Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, Housseini Amion Guindo, le message du Mali doit être entendu et traité avec urgence sur le plan international.

La COP 25 délocalisée à Madrid compte tenu de la crise qui secoue le Chili était donc une opportunité pour ce faire. La délégation malienne conduite par le point focal Modibo Sacko tentera de faire entendre la voix du Mali sur ce lien avéré entre environnement et

insécurité dans notre pays. Outre le ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, plusieurs autres départements, ONG, organisations de la société civile étaient là pour les besoins de la cause du Mali. Même sans stand, notre pays a été à l'honneur avec le président de l'Assemblée Nationale.

LE FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE

Au Sahel en général et au Mali en particulier, le financement de l'agriculture apparaît comme la seule alternative contre les conflits intercommunautaires. Pour bon nombre d'observateurs, un moyen souple de financement des projets d'irrigation, d'achat de semences ou d'intrants de qualité, ou encore l'accès au crédit des petits exploitants peut s'avérer une arme de paix efficace. La sécheresse de plus en plus sévère, oblige le bétail à s'aventurer sur les terres agricoles et vice versa. Selon le ministre Guindo, ce phénomène a considérablement accentué la crise au centre de notre pays. Trouver l'équilibre entre les transhumants, les pêcheurs et les petits agriculteurs contribuera à désamorcer la bombe, selon Housseini Amion Guindo.

Aussi, la gestion des conflits entre éleveurs et agriculteurs pour l'accès à des ressources naturelles raréfiées est un réel espoir de ralentir les migrations qui alimentent les grands flux vers l'Europe au prix des vies humaines.

La Cellule de Communication MEADD

SÈNÈ KUNAFONI

Mensuel de l'Office du Niger

Directeur de Publication :

Dr Mamadou M'Baré Coulibaly

Rédacteur en chef :

Alassane Diarra

Rédacteurs : Moriba Sanogo,

Fanta Djiga, Bamoye Keita,

Moussa N. Coulibaly.

Adresse : 106 - Segou-Mali

Site web : www.on-mali.org

Facebook : facebook.com/office-dunigersegou

Tel : +223 66 64 65 83

+223 76 64 65 83

Email : dmoris21@gmail.com

Assistance technique :

Agence Stratégies